

# LA COMMUNE DE PARIS.

## AVIS.

Les bureaux du Journal sont provisoirement établis *passage de l'Entrepôt-du-Maraais, n° 4*. C'est là que doivent être adressés les lettres, paquets, journaux, renseignements. Tout ce qui ne sera pas affranchi sera refusé.

## APPEL AUX RÉPUBLICAINS DÉMOCRATES.

La Commune de Paris est momentanément ruinée.

On garde ce qui peut avoir échappé au ravage de nos bureaux.

Notre imprimeur ordinaire nous a refusé ses presses.

On nous dispute notre titre.

Mille menaces nous poursuivent.

Au milieu de tant de difficultés, de soins, d'ennuis, la Commune de Paris continue sa mission; elle ne périra pas!

Au nom des principes que nous soutenons, et que chacun connaît, au nom de la démocratie pure dont Sobrier est le véritable représentant, au nom de la République en péril, nous conjurons nos amis connus et inconnus de venir à notre aide en ce moment suprême.

Des listes d'abonnement sont préparées dans les bureaux de la Commune, et nous faisons appel à toutes les sympathies démocratiques.

La Commune de Paris accueillera tous les renseignements précis et signés qui lui seront communiqués dans le but d'aider à la publication de la Biographie des représentants à l'Assemblée nationale.

Les notes que nous avons recueillies ayant été brûlées ou dispersées dans le pillage qui a eu lieu le 25 mai dans les bureaux du journal. — Nous faisons appel au patriotisme des bons citoyens pour nous aider à commencer prochainement cette publication.

*Sic vos non nobis.*  
A vous la peine, à d'autres les profits.

Travaillez, prenez de la peine; d'autres viendront après vous qui faucheront vos blés et les mettront en lieu sûr; mais vous n'en mangerez pas.

Travaillez, prenez de la peine, douze, quinze et dix-huit heures par jour; restez attachés au sol ou aux moellons que vous remuez comme de viles bêtes, d'autres viendront après vous se promener paresseusement sur la terre que vous aurez nivelée, ou se loger, comme des abeilles dans leurs alvéoles, au milieu du palais que vous aurez édifié.

Travaillez, prenez de la peine; filez la soie, sur vos trames aux mille contextures; répandez les ornements et les fleurs, laine, lin, coton, étoffes chatoyantes aux reflets d'azur et d'or, que tout se multiplie et ruisselle de vos mains; d'autres viendront après vous s'en vêtir, et se pavaneront dans leur insolence. Vous, ensevelissez-vous, comme le ver à soie, dans l'ombre, au fond d'obscurs réduits, loin des quartiers florissants; votre présence ailleurs serait meséante.

Travaillez, prenez de la peine. On a relevé les catégories d'Aristote: il y a deux classes d'hommes, les uns faits pour obéir, les autres faits pour commander: les maîtres et les esclaves.

Sparte jetait au Barathe les enfants difformes. Les aristocrates législatés par Lycurgue allaient, aux heures de loisir, et pour entretenir leur humeur guerroyante, poignarder dans les champs le superflu de leurs flotes.

Les Spartiates avaient résolu le problème de Malthus.

Les aristocrates de Rome engraisaient avec des esclaves les poissons de leurs étangs.

Les aristocrates d'Angleterre... Tout le monde connaît le sort de l'Irlande, assimilé, dit Byron, à l'Angleterre, comme la proie au requin.

En France, les aristocrates font les lois de septembre, des propositions contre les clubs, et quand ils sont bien nombreux, crient: « *A bas un tel! à mort un tel!* c'est un homme d'honneur, de conviction ou de courage. »

Leur cri de guerre est remarquable:

Nous serons serfs pour demeurer tyrans.

Le citoyen Zimmerman raconte que se trouvant à Versailles, sous le règne de Louis XVI, il fut très surpris de voir une foule de paysans se précipiter et s'ébattre dans le bassin, non moins surpris de la réponse qui lui fut faite quand il eut demandé ce que signifiaient ces pasquinades nautiques: « *Monsieur, c'est pour le divertissement de la cour.* »

Effectivement, le roi Louis XVI était aux fenêtres du château avec la reine Marie-Antoinette, les princes et les princesses et la cohue diaprée des courtisans.

« Peuple de valets, a dit Paul-Louis Courier, les Français sont faits pour servir. »

Aujourd'hui, ils ne barbotent plus dans les bassins pour désennuyer les tyrans; ayant pris l'habitude des révolutions, ils en font une chaque sixième de siècle, et poussent la grandeur d'âme jusqu'à en refuser tous les profits. C'est une nation d'artistes politiques qui donne des représentations gratuites au bénéfice des républicains du lendemain et des carlo-philippistes.

Paris, 20 mai.

Nous avons parcouru Paris dans tous les sens; dans tous les quartiers nous avons rencontré de nombreux amis, que le caractère si noble et si bon de Sobrier avait ralliés autour de notre bannière: — Nos amis politiques, nous les trouvions aussi partout; — ils nous disaient tous que nous avions bien fait de reprendre notre publication, de continuer, pour notre pays et selon nos forces, à défendre les intérêts populaires.

Combattre l'oppression et tendre la main aux déshérités, proclamer et obtenir la réhabilitation de tous — constituer l'homme complet dans la société.

Telle était notre tâche; — nous la poursuivrons avec ardeur.

Les illusions de février ne sont plus permises; en trois mois, nous avons rétrogradé de dix années. Serrons-nous donc, nous tous qui voulons que la société soit enfin assise sur les bases de la justice et de la vérité, nous tous qui croyions avoir écrasé le privilège et l'oligarchie sous les barricades, nous tous qui demandons la vraie république, la république démocratique.

Les nombreuses sympathies que nous recueillons auraient bien vite relevé notre courage, s'il avait pu être abattu. Que les amis restés fidèles au malheur viennent à notre aide. Celui qui ne gémait pas sous les verrous de Vincennes sera présent au milieu de nous, quand nous invoquerons le saint droit du peuple, la démocratie. Mot magique et sauveur, pour lequel il combattait depuis dix-huit ans! singulier revirement des choses, étonnantes vicissitudes! Comment se fait-il que les fondateurs de la République aient été plongés dans les cachots de la République? Sans leur dévouement, sans leur héroïsme, sans leur résolution prompte et magnanime, la tyrannie d'un homme infâme pèserait encore sur la France!...

## Soyez logiques.

Caussidière, Étienne Arago, ont été forcés de venir tour à tour à la tribune donner des explications sur leur conduite dans la journée du 15 mai. — Ils l'ont fait de la manière la plus noble, la plus loyale. Les républicains du jour n'ont pas

voulu les comprendre. Mesurant le danger de la situation à leur frayeur, ils s'en prennent à tout le monde des périls qu'ils croient avoir couru, excepté aux véritables auteurs de ces périls, c'est-à-dire eux-mêmes et le président de leur choix, le citoyen Buchez.

Qu'avaient-ils à craindre, en effet, le 15 mai? La manifestation était sans armes. L'empêcher, c'était se mettre dans la situation de Guizot et Duchâtel, le 22 février. — L'arrêter aux portes de l'Assemblée, c'est ce qu'ont voulu faire ceux qui marchaient à la tête du mouvement en envoyant les délégués porter la pétition. A qui la faute, si on les a arrêtés aux grilles, et si le peuple, voyant ses mandataires maltraités (l'un d'eux a eu une côte luxée), a pris fait et cause pour eux, et, avec sa force irrésistible, a ouvert les portes?

A qui la faute encore, si le président donne un ordre? Est-ce à celui qui l'exécute?

Pour nous l'Assemblée et son président, qui depuis quelques jours se décernent tant de couronnes civiques, sont également coupables.

L'une a manqué à son mandat; elle a oublié son origine. Elle se dit représentation nationale, c'était la nation aussi qui lui envoyait des délégués; pourquoi ne pas les recevoir avec ce calme, cette dignité qui conviennent à des législateurs?

L'autre a manqué de sang-froid, de courage et de dignité. — Ce n'est pas ainsi que Boissy-d'Anglas présidait quand un autre peuple que celui du 15 mai venait visiter la Convention.

Soyez au moins logiques, commis du peuple: vous refusez de délibérer en présence du peuple sans armes, et une heure après, vous délibérez en présence de la garde nationale armée! !

## La seconde Restauration.

Les réactionnaires se demandent aujourd'hui: « Où sont passés les réactionnaires? » Eux qui les connaissaient si bien tous, ils n'en voient plus aucun, ni dans l'Assemblée nationale, ni dans le Gouvernement. Nous aussi nous cherchons en vain les réactionnaires, et ce n'est pas sans plaisir que nous ne les trouvons plus. La journée du 15 mai aura eu cet immense avantage pour le pays de dessiner nettement la situation, de trancher les tendances, de faire éclore enfin les partis. Chacun sait où il va: le mensonge et la duplicité, ces armes dangereuses, sont laissés de côté. La réaction a levé son drapeau, et tout le monde peut lire sur cet étendard le mot: RESTAURATION!

Voici la *seconde Restauration bourgeoise*. Entre le 24 février et le 16 avril, les opinions ont flotté à l'aventure. Au milieu de l'incertitude de l'avenir, elles se sont confondues; elles se sont transformées selon les circonstances. La Révolution avait eu la majorité dans les premiers jours; puis, l'élan passé, l'enthousiasme tombé, la République était devenue le mot d'ordre. Mais, à partir du 16 avril jusqu'au 15 mai, c'est la réaction qui a eu le plus de voix; en province, à Paris, elle a également triomphé. Aujourd'hui la Restauration l'emporte; le constitutionalisme a pour lui toutes les forces factices de la nation: l'argent, qu'il garde avec tant de soin parce qu'il en sait la toute-puissance, et les places importantes, qu'il cumule avec ardeur parce qu'il a expérimenté toute la valeur des influences. Il met de nouveau en œuvre tous les vieux ressorts: l'intrigue et la corruption. Il domine, comme autrefois, par la surexcitation de toutes les mauvaises passions, de tous les instincts pervers.

« Laissons-les faire, laissons-les passer; » ils vont vite. La liberté de la parole est publiquement attaquée dans l'Assemblée nationale, on y parle des lois de septembre; au dehors, les adeptes de la Restauration violent la liberté du domicile et la liberté individuelle. On assiste à une *terreur bourgeoise*, extravagante, ridicule dans l'excès même de sa grotesque furie, mais odieuse dans sa brutalité sauvage, révoltante d'illégalité, et que nous voyons à chaque instant



sur le point de devenir sanglante, car les cris : « A mort ! à mort ! » portés des boutiques dans les palais ont passé des palais dans les rues !

Ainsi débuta la première Restauration ; ainsi débutent tous les pouvoirs despotiques... « Laissons-les faire, laissons-les passer, » mais qu'aucun de nous ne s'égare à les suivre. A leurs menaces, répondons par le dédain, à leurs violences par le mépris, à leurs cris de mort par l'oubli.

« Ils vont vite » et sans regarder le terrain. Au premier jour, ils trébucheront ou dans la boue ou dans le sang.

Attendons.

D-R.

#### Un Sophisme.

Il s'est fait depuis longtemps dans les esprits la confusion la plus étrange. Habiles à exploiter le prolétariat, les privilégiés de tous les régimes ont cherché à l'entretenir par les plus dangereux sophismes. A ceux qui se plaignaient de voir les heureux de la terre écraser de leur luxe insolent les parias et les déshérités, les riches répondaient : « Vous voulez tuer le luxe, vous voulez supprimer les fêtes ; mais c'est le luxe qui vous fait vivre, ce sont les fêtes qui vous donnent du pain. » Erreur fatale ! qui tend à tenir constamment le peuple sous la menace de la faim ; mensonge odieux ! qui fait de l'oisiveté du patricien la condition *siné qua non* de l'existence du prolétaire. C'est absolument comme si on disait au moissonneur : Voici des blés mûrs, je vais te payer pour en couper les épis et les jeter à la mer. Le moissonneur aura reçu le salaire de son travail ; mais à qui ce travail aura-t-il profité ? qu'aura-t-il produit ? quelle somme de richesse aura-t-il ajoutée à la richesse générale de la société ? Aucune : Ce sera donc un travail inutile, puisqu'il est improductif.

Ainsi, quand vous desséchez un marais, quand vous défrichez une terre inculte, quand vous édifiez un aqueduc, vous créez une *valeur* ; au salaire qui représente votre travail, vous ajoutez un produit dont la valeur intrinsèque est au moins équivalente ; vous avez donc multiplié le capital qui a servi à vous solder. Mais quand vous dépensez votre richesse à payer des arbres de carton, des feux de Bengale, ou des couronnes de papier doré, votre richesse n'a fait que se déplacer pour revenir, par d'autres canaux, entre les mains des premiers détenteurs.

On le voit, tout se réduit à cette question : Lequel vaut le mieux du travail improductif ou du travail productif ? du travail qui laisse stationner la somme de richesse de la société, ou du travail qui la multiplie ?

Ce n'est pas à dire pour cela que nous lançions l'anathème contre le luxe et que nous proscrivions les arts d'une manière absolue ; non certes. Bien loin de nous cette idée de vandale, qui tendrait à faire retourner l'homme vers le passé. Dans une société bien organisée, fondée sur les lois de la justice et de la vérité, où la richesse générale, répartie d'une manière équitable entre les membres et suffisante pour donner le bien-être à tous, les arts, destinés à élever l'âme et l'esprit du peuple, autant qu'à charmer ses yeux, font sa grandeur et sa force.

Mais favoriser le luxe improductif aux dépens de la véritable production ; diriger les forces vives de la nation vers un travail qui cesse à la moindre crise, à la plus petite commotion, au lieu de leur donner un emploi utile et qui ne fait jamais défaut ; c'est restreindre la circulation au lieu de l'accroître, c'est prolonger toutes les douleurs qui dévorent la société actuelle, c'est dire au prolétaire qui s'agit sous son linceul de plomb : TU N'EN SORTIRAS PAS.

#### REVUE DES JOURNAUX.

On lit dans le *Constitutionnel* :

« Quelques journaux prétendent qu'on a tout brisé et tout brûlé chez le citoyen Sobrier. Le capitaine d'état-major Lebret fils a pu assister aux trois perquisitions qui ont été faites rue de Rivoli, 16 — *Commune de Paris* — au club révolutionnaire et au domicile privé du citoyen Sobrier, rue Blanche, — et il nous affirme que partout, le commissaire de police Samson, assisté de Lebret fils et de deux élèves de Saint-Cyr, n'ont rien brûlé, rien brisé, et n'ont saisi que les papiers les plus importants. »

Que l'on soit rentré, le lendemain, dans la légalité, nous le croyons. La réprobation publique pour les faits de la veille avait porté ses fruits ; mais qui osera nier que le soir même du 15 mai l'on n'ait pas brisé, — brûlé, — pillé, — et que, dans certaines localités de la banlieue,

on n'ait promené des trophées de cette honteuse razzia.

— Un journal annonce que la commission nommée par le ministre de la justice pour la réorganisation judiciaire a décidé en principe qu'à l'exemple de la Sardaigne et de quelques autres Etats, il serait créé un avocat des pauvres ou plutôt un *bureau des pauvres*, composé d'un avocat, d'un procureur et de substituts chargés de fournir gratis aux indigents un patronage éclairé pour toute espèce d'affaires et devant tous les tribunaux.

Est-ce que par hasard la commission pencherait pour l'immovibilité de la magistrature ?

— Nous lisons dans la *Réforme* :

On nous affirme qu'une pétition pour le rétablissement de la peine de mort en matière politique se signe dans les rangs de la garde nationale de Paris, et notamment dans les 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> légions.

Oh ! messieurs les terroristes bourgeois, si vous relevez l'échafaud, prenez garde !

Imprudents, ne touchez pas les premiers à la hache !

Ce matin, nous dit un correspondant, dans plusieurs bureaux, il a été soutenu que le projet de décret portant bannissement de la famille de Louis-Philippe était inutile. Dans un autre bureau, un membre qui a appuyé cette opinion a eu 17 voix contre 20. Eh bien le prince de Joinville est à Paris, et il y a été amené par l'aide-camp de l'ex-roi, le général de Rumigny.

— Il y a quelques jours, le duc de Bordeaux était à Chambéry. Reconnu, il a rétrogradé jusqu'à Poncharrat, où il est actuellement.

Enfin, une dépêche télégraphique, arrivée aujourd'hui, annonce que Cabrera est à Toulouse.

Qu'on rapproche de ces faits l'ardeur réactionnaire des amis de M. Barrot et des amis de M. Berryer, et qu'on y songe sérieusement.

Il se peut que l'Assemblée nationale continue d'oublier longtemps encore les obligations qu'elle a contractées envers le pays ; il se peut que l'irritation causée par la tentative de Blanqui, Raspail, etc., la pousse à des mesures violentes. Mais qu'elle y songe : si la garde nationale de Paris s'est refusée à suivre Blanqui à l'Hôtel-de-Ville, elle ne consentira jamais à escorter monsieur le représentant Barrot et la duchesse d'Orléans au palais des Tuileries.

L'avenir appartient désormais à la République. Ceux-là deviendront les factieux qui porteront atteinte à son règne. (*Impartial du Nord.*)

On a remarqué qu'il ne s'était trouvé personne à l'Assemblée nationale pour prendre la défense du citoyen Caussidière. Celui qui a sauvé Paris de la famine et de la dévastation s'en est allé sans qu'une voix ait rappelé ses éminents services...

L'ingratitude est une grande et belle chose !

Le gouvernement issu des barricades ne s'est pas une seule fois jusqu'ici préoccupé des moyens de faire participer l'armée aux conquêtes de février. Inintelligent en cela, comme en presque tout le reste, il l'a abandonnée aux errements monarchiques, il lui a laissé sa vieille constitution, présent du despotisme. Il a consacré la scission de la nation en deux camps, la les citoyens, ici les soldats, il s'est assis sous un faisceau d'épées.

L'avenir sera sévère pour tant d'incurie. Il ne pardonnera pas à des hommes revêtus de l'acclamation populaire d'avoir frustré les plus légitimes, les plus magnifiques espérances. Quand il dépendait de lui de faire de tous les citoyens autant de frères, il a laissé subsister entre eux des inimitiés fâcheuses, il les a maintenus dans un état d'ignorance réciproque, il a reculé le règne de l'unité sociale.

Dans l'armée le privilège existe encore : Saint-Cyr n'est pas encore accessible à tous ces braves sous-officiers qui gagnent péniblement leurs galons, et ne trouvent qu'une mince retraite au bout de leur rude carrière. Ces hommes sont les martyrs du devoir et de la discipline, resplendissant de pureté, d'énergie et de patriotisme. La République peut-elle les laisser dans une position infime ? Non, ce serait violer la loi d'égalité et consacrer l'empire du plus odieux des privilèges.

Qu'on en finisse donc au plus tôt avec les distinctions anti-sociales, avec les monstruosité du passé.

#### Monsieur Lepreux.

Monsieur Lepreux, comme dit *monarchiquement* le journal la *Liberté*, est installé à la prison du château de Vincennes. — Cet homme qui a plus de 60,000 fr. de rente en bien fonds — mourrait de chagrin s'il n'était pas géolier quelque part.

« Nul être créé ne peut manquer à son instinct. »

Perrin-Dandin voulait juger quand même. —

Monsieur Lepreux — veut toujours des prisonniers sous sa main.

Il faut à cette âme sauvage le spectacle des tortures, des douleurs, des désespoirs.

Ancien gendarme, son dévouement était acquis à tous les pouvoirs de fait.

Est-ce le zèle qu'il a témoigné à M. Guizot — ou son intimité avec M. Génie, qui lui ont valu la faveur de sa nomination ?

Répondez, ministres de la République ?

#### FAITS DIVERS.

Avant de diriger sur Paris ses gardes nationales, le maire de Melun fit une harangue, et chercha à leur faire comprendre à quelle sorte d'ennemi ils auraient affaire.

Un de ces soldats citoyens, de garde avec un ouvrier, lui disait :

« On m'avait dit qu'on nous venait à Paris pour prendre COMMUNISTE. — Le brigand s'est bien caché. — J'avons tant seulement pas vu COMMUNISTE : on va s'gausser d'moi cheux nous ! »

— Un caporal de la 1<sup>re</sup> légion, 2<sup>e</sup> bataillon, 5<sup>e</sup> compagnie, et un garde national placé sous ses ordres, vont partout se vantant, l'un, d'avoir arraché les épaulettes au général Courtais, l'autre, de lui avoir donné un coup de poing dans la figure !

Messieurs les défenseurs de l'ordre, nous vous félicitons de vos prouesses : Arracher ses insignes à un chef, briser l'épée d'un brave soldat, violer la nation dans son représentant, frapper un vieillard à la face !... oh ! non ! ce n'est pas un Français ! on a dû nous mentir !

— Un bizet de Melun se promène avec un artiller de je ne sais où :

« Dis donc, vieux, on nous a fait venir pour prendre et fusiller *communiste* ; — je ne l'ai pas encore rencontré ; et toi ? »

« Moi, on me l'a fait entrevoir de loin, hier soir : C'est un grand brun, sans favoris, maigre, qui a des yeux de lynx : il rôde la nuit autour des carrières de Montrouge, où il tient cachés plus de cent mille hommes, qui s'occupent de miner Paris... »

« Le scélérat, ... je voudrais bien m'en aller à Melun ! »

— Hier soir, une colonne de soixante Polonais est arrivée à Paris par le chemin de fer du Nord. Ils revenaient de l'expédition qu'ils ont tentée en faveur de leur pays, dans un état de dénuement pitoyable. Ils ont été fraternellement accueillis par la garde nationale mobile et par la troupe de ligne de service à la gare de Paris. Quelques officiers ont eu l'heureuse idée de faire une collecte en faveur des exilés : une grande quantité de voyageurs se sont empressés d'y participer.

Les administrateurs du chemin de fer du Nord ont mis à la disposition des malheureux Polonais une des salles d'attente, où ils ont fait porter des vivres.

Voilà le commencement de l'émigration nouvelle ! Pauvre Pologne ! pauvre France !...

— Un journal de Paris publie la nouvelle suivante, que nous reproduisons en lui en laissant la responsabilité :

« Une lettre particulière de Berlin, datée du samedi 13, nous annonce qu'un traité d'alliance offensive et défensive a été signé dans la journée entre l'Angleterre, la Prusse, la Russie et l'Autriche. Ce traité a pour but, dit le document diplomatique, le maintien des principes sociaux et monarchiques. »

Pour le comité de rédaction, A. PEYRET.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.